



OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE

TENTATIVE DE MISE EN PERSPECTIVE DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA TURQUIE

PAR DIDIER BILLION

Directeur adjoint de l'IRIS

Janvier 2013

TENTATIVE DE MISE EN PERSPECTIVE DE LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA TURQUIE

Par Didier Billion / *Directeur adjoint de l'IRIS*

Actualité oblige, les commentaires sur la politique extérieure de la Turquie se sont multipliés au cours des dernières années. Les théorisations hâtives et les contresens se sont malheureusement accumulés sur le sujet. C'est pourquoi il est nécessaire de mettre en perspective cette politique pour en comprendre les dynamiques actuelles et en saisir les fondamentaux. Si de réels facteurs de nouveauté se sont cristallisés, il n'en demeure pas moins que les axes traditionnels de la diplomatie mis en œuvre par Ankara continuent à prévaloir.

Alors que les analyses de la politique extérieure de la Turquie sont restées durant une longue période circonscrites à des cercles restreints de chercheurs et empreintes d'un conformisme fastidieux, elles se sont multipliées depuis quelques années pour verser dans des raccourcis qui ne sont guère plus satisfaisants. Une des caractéristiques qui s'affirme réside dans le fait que les nombreuses analyses produites sont fréquemment démenties par les faits, notamment celles qui veulent décliner l'idée d'une hypothétique nouvelle politique extérieure turque. Le propos de cette contribution est de mettre en perspective cette politique extérieure pour tenter d'en discerner les éléments véritablement nouveaux et ceux qui, *a contrario*, s'inscrivent dans la longue Histoire. Il s'agira ensuite de tenter de hiérarchiser les éléments les plus déterminants pour en saisir les contenus.

LA REPETITION PAVLOVIENNE DE FORMULES CONVENUES

Parmi les thèmes abordés dans les analyses de la politique extérieure de la Turquie, certains sont récurrents, nous n'en retiendrons que trois.

Le premier d'entre eux est le fameux – fumeux ? – concept de néo-ottomanisme, abondamment utilisé sans comprendre qu'il soulève un problème de méthode élémentaire :

comment en effet comparer un Empire qui, au milieu du XVII^e siècle s'étend des frontières de l'Autriche au golfe Arabo-Persique et des rivages de la mer Noire aux confins algéro-marocains, avec une République qui, à ce jour, n'a pas de velléités expansionnistes. Dans le système ottoman, seules les conquêtes constantes apportaient de nouveaux revenus qui à leur tour finançaient les conquêtes suivantes. Or quand le cycle a été rompu, l'absence de nouvelles conquêtes impliqua l'absence de nouvelles ressources. Pire encore, la lutte pour leur conservation fit qu'elles coûtaient plus qu'elles ne rapportaient, d'où l'augmentation des charges qui accablèrent l'empire, concourant à leur tour à l'appauvrissement général et à la remise en question des revenus de la collecte des impôts eux-mêmes. Comment sérieusement comparer à la situation actuelle...

En outre, celles et ceux qui utilisent sans guère de discernement cette expression renvoient, sans le formuler explicitement, à ce qu'ils considèrent comme le caractère islamiste/islamique du Parti de la justice et du développement (AKP) et donc à une prétendue islamisation de la politique extérieure de la Turquie. Bien que cela fasse référence à d'autres débats, que nous n'avons pas le loisir d'aborder ici¹, il est nécessaire de souligner l'inanité du concept de politique extérieure islamiste, autant que celle de politiques extérieures chrétienne, bouddhiste ou animiste... C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il n'y a pas de solidarité musulmane en tant que telle dans le champ des relations internationales.

Le second, s'exprime dans l'affirmation répétée de l'existence d'un « modèle turc », qui induit à nouveau un problème de méthode. Il faut tout d'abord manier le concept de modèle dans le champ des relations internationales avec beaucoup de circonspection, les exemples de l'Histoire récente ayant toujours accouché de catastrophes politiques. On peut ainsi se référer au soi-disant modèle soviétique mettant au pas les peuples et les Etats qui prétendaient s'en éloigner.

Ensuite, il est utile de souligner que les dirigeants turcs eux-mêmes, pas plus qu'ils se réfèrent à une politique extérieure néo-ottomane, ne revendiquent ce terme de modèle. Ainsi le Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, expliquait-il dans un entretien accordé à l'Agence France presse², que la Turquie ne se considérait pas comme un modèle mais plutôt

¹ Voir à ce propos Didier Billion, « Laïcité, islam politique et démocratie conservatrice en Turquie », Confluences Méditerranée, n° 76, hiver 2010-2011, p. 37-49.

² AFP, 24 février 2011.

comme une source d'inspiration, propos repris par le Président Gül en visite au Caire le 3 mars 2011 – premier chef d'Etat à se rendre en Egypte après le départ de Moubarak – dans un débat avec de jeunes Egyptiens ayant participé au mouvement de révolte contre Hosni Moubarak. Au-delà de la formule, il faut s'interroger sur la pertinence du raisonnement. Comment en effet comparer une Turquie qui depuis des décennies construit patiemment, certes de façon non linéaire, voire même avec des périodes régressives, un Etat de droit, une démocratie parlementaire et pluraliste, une pratique de l'alternance, avec des Etats qui, pour leur part, n'ont connu jusqu'alors que des régimes autoritaires ou dictatoriaux. Bien sûr cette expérience peut, et doit, être objet de réflexion et de débat, ce qui est différent. Il est ainsi utile de rappeler les résultats d'une enquête menée par un *think tank* turc en août et septembre 2010, donc avant le début des révoltes dans le monde arabe, auprès de près de 2 300 individus dans sept pays moyen-orientaux, dont 66 % considéraient que « la Turquie peut être un exemple pour la région » car elle constituait « une synthèse entre islam et démocratie »³. Le même *think tank*, lors d'une nouvelle enquête réalisée entre octobre et décembre 2011, donc après le début de l'onde de choc qui traverse le monde arabe, auprès de 2 300 individus dans seize pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, confirmait l'appréciation avec 67 % sur la même question et plus généralement un taux d'appréciation positive de la Turquie de 78 %.⁴

Le troisième thème récurrent s'est incarné à maintes reprises ces dernières années dans la formule « sommes-nous en train de perdre la Turquie ? ». Outre que le « nous » est d'une insupportable condescendance désignant prétentieusement, mais par ellipse, un Occident qui n'ose pas dire son nom et qui se serait accaparé la Turquie. Outre que les puissances occidentales ne sont plus en situation d'imposer leur ordre au reste du monde - nous y reviendrons - les dernières évolutions de la politique extérieure d'Ankara montrent à l'envi que ce pronostic est radicalement erroné. De plus, les relations internationales ne sont pas un jeu à somme nulle, et ce n'est pas parce que la Turquie affirme sa présence et son

³ M. Akgün, S. Senyücel Gündoğar, J. Levack, G. Percinoglu, *The perception of Turkey in the Middle East 2010*, TESEV Publications, Istanbul, 2011.

⁴ M. Akgün, S. Senyücel Gündoğar, *The perception of Turkey in the Middle East 2011*, TESEV Publications, Istanbul, 2012.

influence dans son environnement géopolitique qu'elle abandonne pour autant les alliances qu'elle a contractées au cours des décennies précédentes, notamment avec les Etats-Unis.

Le point commun entre ces affirmations et interrogations est qu'elles sont la plupart du temps formulées dans la fièvre de l'écume des événements, et sont l'expression d'un défaut de mise en perspective de la politique extérieure turque. Pourtant celle-ci est nécessaire si l'on veut s'interroger sur la pertinence du concept de « nouveauté » dans la diplomatie ankariote. D'autant que les tentatives de réponse sur cette question ne sont pas univoques et qu'il est possible, et nécessaire, d'y répondre à la fois affirmativement et négativement.

DE REELS ELEMENTS DE « NOUVEAUTE » DANS LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA TURQUIE

Affirmativement d'abord, par une conjonction de raisons complémentaires qui permet de saisir que de multiples nouveautés se conjuguent en effet dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique extérieure d'Ankara.

Tout d'abord, force est de constater que, depuis une vingtaine d'années, la Turquie a connu de considérables évolutions aux niveaux politique, économique, social, sociétal et culturel et qu'elle n'est plus la même. Dans ce processus de transformation radicale, il serait pour le moins paradoxal que sa politique extérieure ne se modifie pas. Les bonnes âmes ne manqueraient d'ailleurs pas de lui reprocher si tel était le cas.

Ensuite, deuxième paramètre, constatons que, dans la même période, la configuration du monde s'est elle-même considérablement modifiée et les rapports de force ont radicalement évolué. Bien qu'il soit très rare que la politique extérieure des Etats change brutalement, il n'en demeure pas moins que les adaptations et les inflexions sont nécessaires pour ceux qui veulent agir efficacement sur une scène politique internationale en pleine transition.

Troisième facteur, la Turquie est désormais consciente de son potentiel, ce qui constitue une indéniable nouveauté pour un Etat qui, pendant longtemps, a hésité à s'affirmer sur la scène internationale et régionale. Ankara s'est en effet longtemps contenté de fidèlement remplir sa fonction dans un système d'alliances occidental et préférait se concentrer sur son propre développement en vertu d'une prudence exacerbée érigée en principe. Cette remarquable évolution de sa propre perception explique la multiplication de ses initiatives politico-diplomatiques au cours des années récentes.

A ce propos, nous pouvons remarquer que ce sont les initiatives en direction du Moyen-Orient qui sont le plus fréquemment évoquées. C'est évidemment essentiel, mais en même temps fort restrictif. Les Balkans, la Russie, le Caucase, l'Asie centrale, le rôle croissant de *hub* énergétique, l'Afrique sub-saharienne, plus lointainement l'Amérique du Sud et l'Asie sont aussi l'objet d'un intérêt croissant de la part d'Ankara. En ce sens le terme de « diplomatie à 360 degrés » nous paraît totalement justifié, ce qui constitue un véritable élément novateur.

Nouveauté aussi parce que la formule forgée par Ahmet Davutoglu de « zéro problème avec ses voisins »⁵, même si elle a conjoncturellement quelque difficulté à être mise en œuvre – mais elle a toujours été présentée comme un objectif à atteindre dans un environnement compliqué et non comme une réalité déjà atteinte –, ce n'est pas la même chose que « le Turc n'a pas d'autre ami que le Turc » qui a longtemps été un des adages de la politique extérieure turque. Qui ne comprend le changement de paradigme fondamental que cela exprime ?

C'est en fonction de ces évolutions qu'il faut saisir le rôle nouveau de médiateur dont la Turquie cherche à se doter dans de nombreuses crises ou dossiers régionaux délicats. On se souvient ainsi de la facilitation entre la Syrie et Israël en 2008, malheureusement avortée à cause de la très meurtrière opération « Plomb durci » déclenchée par l'Etat hébreu contre la Bande de Gaza en décembre 2008-janvier 2009. Moins connu et moins médiatisé fut le rôle de la Turquie qui, au cours de la seule année 2010, joua un rôle parfois déterminant dans les crises gouvernementales en Irak et au Liban, dans les tentatives de rapprochement entre les organisations palestiniennes, à propos du dossier nucléaire iranien ou encore dans les

⁵ A. Davutoglu, « Turkey's Zero-Problems Foreign Policy », *Foreign Policy*, 20 mai 2010.

Balkans entre la Serbie et la Bosnie Herzégovine. En outre, Ankara promeut moult initiatives au sein de l'ONU pour promouvoir le renforcement du rôle de la médiation dans le règlement pacifique des différends et la prévention des conflits, comme en témoigne la résolution adoptée par consensus par l'Assemblée générale de l'ONU en juin 2011 ou encore la conférence internationale organisée à Istanbul sur le même thème en février 2012 en présence de nombreux ministres des Affaires étrangères ou personnalités ayant antérieurement occupé ces fonctions.

Au titre des paramètres expliquant les novations de la politique étrangère de la Turquie il faut aussi mentionner l'importance de l'AKP, acteur et produit des profondes transformations mentionnées précédemment. Parti décomplexé, pragmatique, voire opportuniste, capable d'une grande réactivité et d'une non moins grande plasticité. Parti qui exprime les intérêts de nouvelles catégories sociales, qui cherchent à influencer les inflexions de la politique extérieure du pays en fonction de leurs intérêts économiques, concurrents avec ceux de la grande bourgeoisie turque mondialisée. La multiplication des initiatives en direction de pays émergents ou en voie de développement s'explique aussi par ce facteur.

Enfin, dernier paramètre dans cette esquisse non exhaustive, l'institution militaire qui pendant des années a fortement participé à l'élaboration de la politique extérieure, tentant même d'en faire un de ses prés carrés, n'est plus désormais en situation de le faire. Ce que vit la Turquie est la sortie d'une situation de mainmise de l'armée sur la société. A ce stade, on peut considérer que l'institution militaire n'est plus réellement capable d'exercer sa tutelle sur le régime républicain, ce qui constitue une évolution potentielle radicale de la vie politique turque et de l'élaboration de sa politique extérieure.

Ces quelques pistes indiquent la multiplicité des raisons qui explique les inflexions, les adaptations qui, si elles étaient sous-estimées, ne permettraient pas de saisir les dynamiques à l'œuvre. Ces inflexions signifient-elles rupture ? Nous ne le pensons pas. C'est pourquoi il est alors nécessaire de placer cette politique extérieure en perspective, car cette dernière s'inscrit dans la longue Histoire, comme c'est le cas pour toutes les nations qui possèdent une forte tradition d'Etat et de pratique diplomatique.

LA NECESSAIRE MISE EN PERSPECTIVE HISTORIQUE POUR SAISIR LE COURS DE LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA TURQUIE

Nous pouvons considérer qu'une véritable réorientation de la politique extérieure s'est effectuée à partir de 1964 par la diversification multidimensionnelle de ses axes, puis par son autonomisation à l'égard de ses alliés afin de mieux maximiser ses ressources nationales. C'est pourquoi, dès cette date, les dirigeants turcs ne sont plus inconditionnellement alignés sur les Etats-Unis comme ils avaient pu l'être entre 1945-46 et 1964. Considérons que cette évolution constitue un élément fondamental pour qui veut tenter de décrypter les évolutions les plus récentes.

Sous l'impulsion de Bülent Ecevit, l'un des deux principaux dirigeants politiques turcs des années soixante-dix, une idée – longtemps restée plus théorique et idéologique que pratique – va officiellement s'enraciner au centre de la réflexion politique nationale. La critique du type de rapports que le pays entretient avec l'Alliance atlantique aux niveaux politique, économique et militaire, va ainsi émaner de l'appareil d'État lui-même et non d'organisations révolutionnaires et anti-impérialistes. Toutefois les responsables turcs n'ont jamais voulu en revenir à une politique neutraliste, laquelle aurait probablement abouti à une « finlandisation » du pays en raison de la disproportion entre sa puissance économique-militaire réelle et celle de l'URSS.

Les modifications dans les axes de la politique extérieure n'en sont pas moins essentielles et révèlent la quête de l'affirmation de la Turquie dans le concert international. Cela se manifeste notamment par la réduction de la conception mutuelle des convergences d'intérêts entre la Turquie et l'Alliance atlantique. La difficulté, pour les stratèges, diplomates et politiques turcs, consiste alors à conceptualiser la façon dont leur pays, en tant que puissance secondaire, peut appréhender une nouvelle problématique des questions de sécurité au moment où la perception de la menace soviétique et la crédibilité de la protection assurée par les États-Unis sont toutes deux en train de décliner. La volonté turque de réaménager sa relation au système occidental dans le sens d'une plus grande indépendance, sans jamais aller jusqu'à sa remise en cause en tant que telle, est toutefois porteuse de changements significatifs dans l'équilibre régional des forces.

Si l'on ne craint pas de sauter allègrement quelques décennies, on retrouve les mêmes problématiques lorsque, en mars 2003, la Turquie refuse de satisfaire à la demande de George W. Bush de déployer 62 000 soldats sur le sol turc pour attaquer l'Irak par le Nord. Ayant accepté d'être partie aux projets de reconfiguration de la politique étatsunienne au Moyen-Orient élaborée par le Président Clinton au cours des années précédentes – d'où les accords de coopération militaire avec l'Etat hébreu signés en 1996 – les dirigeants turcs ne peuvent suivre la politique unilatéraliste fomentée par les néoconservateurs de l'administration Bush. Outre le risque d'accentuation de l'isolement régional de la Turquie qu'aurait constitué l'autorisation du déploiement étatsunien, l'AKP, au gouvernement à Ankara depuis seulement le mois de novembre 2002, ne pouvait s'opposer frontalement à son électorat. Or, tous les sondages effectués à l'époque indiquaient que l'opinion publique était non seulement très majoritairement contre la guerre mais aussi marquée par une forte défiance vis-à-vis de la politique extérieure des Etats-Unis.

Les mois et les années qui suivent ne manquent pas d'étonner plus d'un observateur puisque un spectaculaire réchauffement des relations avec la Syrie et dans une moindre mesure avec l'Iran va se manifester, au grand dam des dirigeants étatsuniens qui considèrent ces évolutions, qui plus est avec des pays de l'« axe du mal », pour le moins inquiétantes. Ainsi Paul Wolfowitz, avec son sens habituel de la nuance, déclare : « Je pense que tout ce que la Turquie fait avec la Syrie ou avec l'Iran devrait s'inscrire dans le cadre d'une politique générale établie avec nous et visant à obtenir que ces pays changent leur mauvais comportement ».⁶

Ces quelques rappels, loin d'être exhaustifs, ne doivent pas être mal interprétés. Si, par ces décisions, la Turquie indique qu'elle affirme sa souveraineté nationale, cela ne s'opère jamais en rupture avec ses alliances traditionnelles mais dans un rapport critique et dans une volonté de réarticulation desdites alliances.

Tous ceux qui aujourd'hui s'inquiètent d'un soi-disant tournant par trop exclusif vers les pays culturellement musulmans devraient d'ailleurs se souvenir que la Turquie a adhéré à l'Organisation de la conférence islamique en 1976 au sein de laquelle elle prend une part importante dans les domaines économique et financier, qu'en 1983 et 1984 les importations

⁶ AFP, 25 juillet 2003.

turques en provenance des pays du Moyen-Orient et du Maghreb sont supérieures à celles provenant de la Communauté économique européenne, et que le phénomène est identique pour les exportations turques dans la même région de 1983 à 1985. N'en déplaise aux commentateurs impatients, le retour sur l'Histoire, fût-elle récente, est singulièrement instructif pour mieux hiérarchiser les faits et parvenir à discerner où sont les véritables éléments novateurs de la politique extérieure de la Turquie.

EN GUISE DE CONCLUSION TEMPORAIRE...

C'est à la lumière de ces quelques points de repère que le concept même de « nouvelle politique extérieure » doit être questionné et manié avec précaution. Il vaudrait mieux parler d'évolution que de nouveauté. Les questions sémantiques ont souvent leur importance dans le champ des relations internationales : le concept d'évolution signifie d'une part qu'il n'existe pas de bouleversement des paradigmes de la politique extérieure de la Turquie, et exprime d'autre part la volonté de cette dernière de sans cesse tenter de s'adapter et de s'affirmer dans un environnement international en pleine mutation. Cette évolution s'inscrit pleinement dans la longue quête d'identité de la politique extérieure de la Turquie depuis l'avènement de la République en 1923.⁷

Dans la période actuelle, cette quête d'identité s'inscrit au cœur des nouveaux paradigmes qui commencent à structurer les relations internationales autour de nouveaux axes. Pour la première fois dans l'Histoire de l'humanité, tous les peuples de la planète sont politiquement actifs⁸. Les puissances occidentales ne parviennent plus à faire valoir leur hégémonie sur le reste du monde. Désormais leurs valeurs, qu'elles continuent plus ou moins confusément à considérer comme universelles, ne parviennent plus à s'imposer ni militairement, ni politiquement, ni culturellement. De plus en plus nombreux sont les États qui refusent manifestement de rester sous les fourches caudines du monde occidental. Au-delà de leurs diversités évidentes, les puissances, dites émergentes, s'affirment sur la scène

⁷ Didier Billion, *La politique extérieure de la Turquie – Une longue quête d'identité*, Paris, L'Harmattan, 1997.

⁸ Voir à ce propos l'entretien avec Hubert Védrine, « La fin du monopole occidental », *New African*, septembre-octobre 2009 et plus exhaustivement du même auteur *Continuer l'Histoire*, Paris, Fayard, 2007.

internationale, participent de la diffusion de la puissance et bousculent les équilibres anciens. C'est dans ce cadre que ces Etats affirment leurs ambitions et leur volonté d'un partage mieux équilibré du pouvoir au niveau mondial. En effet, si leur percée économique est déterminante, elle ne suffit pas et les pays émergents sont conscients de la nécessité de développer des politiques extérieures susceptibles de leur fournir un statut d'acteur à part pleine et entière sur l'échiquier international.

La Turquie est une illustration de ce « bouleversement du monde ». On l'a vu en mai 2010 lors de la signature de l'accord tripartite avec le Brésil et l'Iran qui proposait une alternative au nouveau jeu de sanctions que le Conseil de sécurité s'apprêtait à voter à l'encontre de Téhéran à propos du dossier nucléaire. Cela, contrairement à ce que d'aucuns ont prétendu, ne signifiait pas un début de rupture d'Ankara avec ses alliés occidentaux mais la volonté de promouvoir un nouvel ordre multilatéral et multipolaire. La réaction n'a pas tardé puisque le lendemain même, l'encre de la déclaration conjointe à peine sèche, les États-Unis parvenaient à convaincre les membres permanents du Conseil de sécurité de mettre à l'étude un nouveau projet de sanctions. Décision formalisée et soumise au vote le 9 juin suivant. Or la Turquie, membre non permanent du Conseil de sécurité depuis le 1^{er} janvier 2009, votait, aux côtés du Brésil, contre ce quatrième train de sanctions contre l'Iran. Ainsi la diplomatie turque affirmait une véritable cohérence, même si ce vote allait lui attirer une bordée de critiques plus ou moins acerbes.

Toutefois, la profonde onde de choc qui traverse le monde arabe depuis la fin de l'année 2010 est venue rappeler quelques évidences. Si la Turquie a été surprise par ces révoltes – qui ne l'a pas été ? – et a, dans une première séquence, connu quelques hésitations, il n'a échappé à personne que, sur l'essentiel, elle a adopté une posture politique très proche de ses alliés traditionnels. On peut même considérer que les profondes modifications à l'œuvre dans le monde arabe ont contribué à un resserrement et à une fluidification des relations turco-étatsuniennes qui, nous l'avons vu, avaient été quelque peu malmenées à l'époque des deux mandats de George W. Bush. De ce point de vue, gardons en mémoire l'acceptation par Ankara du principe de l'installation sur le sol turc du radar de pré alerte du bouclier antimissile de l'OTAN actée au sommet de l'OTAN de Lisbonne en novembre 2010 -

donc avant même le début des révoltes arabes... - mise en œuvre en septembre 2011 indiquait assez clairement que la rupture des fondamentaux de sa politique extérieure n'était pas à l'ordre du jour du calendrier politique d'Ankara. Le même constat peut être formulé à propos de la politique mise en œuvre par la Turquie concernant les turbulences induites par la crise syrienne depuis mars 2011.

On peut donc considérer que la politique extérieure de la Turquie connaît d'incontestables évolutions mais que ces dernières ne constituent pas des ruptures. En ce sens, les inquiétudes formulées il y a quelques années par des commentateurs un peu trop pressés ne sont pas véritablement fondées. Le qualificatif de « nouvelle », non dénué de fondement, ne peut néanmoins être repris dans l'acceptation du terme communément admise. La mise en perspective des évolutions de la politique extérieure turque nous fournit de ce point de vue de précieux enseignements.

Au risque de manier le paradoxe, on peut même considérer que l'AKP reprend à son compte certains des axes de la politique extérieure de la Turquie initiée par Mustafa Kemal, à l'époque où le kémalisme n'avait pas été ossifié par nombre de ses épigones. En évoquant cette piste, je m'expose aux mêmes types de critique méthodologique que celle adressée à celles et ceux qui manient le concept de « néo-ottomanisme » avec beaucoup de légèreté. Comparaison est rarement raison et les contextes sont évidemment radicalement différents, mais la volonté politique d'insérer la Turquie dans le jeu international comme puissance autonome est la même. ■

Cet article est extrait du dossier thématique consacré à "La Turquie d'aujourd'hui au miroir de l'Histoire" et publié dans le numéro 83 de la revue Confluences Méditerranée (Paris, L'Harmattan, décembre 2012).

TENTATIVE DE MISE EN PERSPECTIVE DE LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA TURQUIE

Par Didier Billion / *Directeur adjoint de l'IRIS*

OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GEOPOLITIQUE / JANVIER 2013

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

F. + 33 (0) 1 53 27 60 70

contact@iris-france.org

www.iris-france.org

www.affaires-strategiques.info